

- L'ancien envoyé spécial de l'Onu pour la Syrie ne souhaitait pas être celui qui salue Bachar al Assad pour sa "victoire".
- Il dit regretter le "moment magique" de l'accord de 2016 entre Russie et États-Unis.
- Le conflit syrien a constitué l'amorce d'un nouvel ordre mondial, estime-t-il.

# Staffan de Mistura : "Dans la vie, en amour ou dans la guerre, le timing est crucial"

Entretien Vincent Braun

**S**taffan de Mistura fut pendant quatre ans et demi l'envoyé spécial pour la Syrie du secrétaire général de l'Onu. Cette période (2014-2018) fut la plus meurtrière dans ce pays devenu théâtre principal du djihadisme international alors que l'intervention militaire de la Russie permettait au gouvernement syrien une sanglante reconquête territoriale. Il était lundi à la tribune des Grandes Conférences catholiques, à Bruxelles. Peu avant, il nous a accordé un entretien exclusif.

**Quelle est votre conviction quant aux raisons profondes du blocage dans la guerre en Syrie ?**

Ce conflit n'a cessé d'évoluer pendant neuf ans. En août 2016 à Genève, nous avions un accord avec (John) Kerry et (Sergueï) Lavrov (*les chefs de la diplomatie américaine et russe, NdR*) pour réduire l'impact du conflit. Il y avait de fortes chances non pas d'arrêter le conflit mais de changer radicalement son cours. Les Russes s'engageaient à obliger l'armée de l'air syrienne, tant les avions que les hélicoptères, à rester à terre. Les Américains devaient opérer la séparation entre les rebelles djihadistes et les soi-disant modérés. Donc les seuls autorisés à voler auraient été les Russes et les Américains, qui auraient coordonné leurs forces dans le ciel de la Syrie pour bombarder les terroristes. L'Onu aurait pu avoir un accès ouvert dans toutes les régions pour acheminer l'aide humanitaire, y compris dans

les zones assiégées. Ce moment magique aurait changé la face de la guerre puisque l'armée syrienne même depuis le début ses offensives en utilisant surtout ses avions et ses hélicoptères, très peu par voie terrestre.

**L'échec de cet accord a produit le contraire: plus de violence.**

Deux choses sont survenues. D'abord, le Pentagone n'avait pas l'air d'être enthousiaste à l'idée d'un accord avec les Russes. A l'époque, les États-Unis étaient encore fâchés avec la Russie

*"Donner un espoir aux gens même quand le cynisme de la politique internationale peut donner l'impression que c'est lui qui va gagner."*

suite à l'annexion de la Crimée. Cette coordination militaire leur apparaissait dans ce contexte comme un cadeau aux Russes. Et les alliés arabes n'étaient pas non plus enthousiastes de voir Al Nusra (dont Al Qaida en Syrie) détruite puisque ce groupe restait, de leur point de vue, la force la plus redoutable qui se battait contre Assad. Puis, il y a eu une demande de sept jours sans combat pour mettre en place cet accord. Kerry et moi-même ne trouvions pas cela logique car dans une guerre comme celle-là n'importe qui pouvait tirer. Quand

on a un tel accord, il faut immédiatement le mettre en œuvre de sorte que personne ne puisse le gâcher. Quelques jours après (*le 17 septembre 2016, NdR*), l'aviation américaine bombarde par erreur une base militaire syrienne à côté de Deir Ezzor (dans l'est de la Syrie), faisant une centaine de morts. Les Russes n'ont pas cru à l'erreur vu qu'une base militaire doit être connue. Les Syriens, qui ne voulaient pas de l'accord puisqu'ils n'avaient pas

encore reconquis leur territoire, y ont vu la preuve qu'on ne pouvait pas faire confiance (aux Américains). Deux jours après, un convoi humanitaire soutenu par l'Onu qui se rendait dans le Nord syrien en vertu de cet accord, dont c'était le premier test, est attaqué par des avions mystérieux (*qu'une enquête de l'Onu n'a pas pu identifier, NdR*), détruisant vingt camions et tuant leurs chauffeurs.

**Et le "moment magique" a volé en éclat.**

Dans la vie, en amitié, en amour, dans la guerre et dans les négociations de paix, le timing est crucial. Si vous ne maîtrisez pas le timing, une erreur peut tout gâcher. Conséquence: les Russes ont accepté la proposition urgente des Syriens de passer à l'attaque pour reprendre Alep (*sa partie orientale, où les "terroristes" s'étaient retranchés, NdR*).

**Cela a dû être une déception pour vous. Avez-vous songé à démissionner à ce moment-là ou lorsque vous étiez confronté aux horreurs des combats ?**

Evidemment que j'étais déçu. C'était un changement radical par rapport aux options que j'avais dans ma poche en tant que médiateur. Pendant le siège d'Alep, j'ai pensé à démissionner. Au départ, je voulais faire médecin, pas diplomate. Et un médecin ne démissionne pas quand il fait face au cancer ou à Alzheimer. Il fait tout ce qu'il peut pour que son patient reste en vie, qu'on puisse réduire sa douleur et au moins lui donner l'espoir que demain il y aura peut-être un traitement. C'est cela qui m'a poussé à ne pas lâcher dans ces moments: donner un espoir aux gens même quand le cynisme de la politique internationale peut donner l'impression que c'est lui qui va gagner.

**Vous démissionnez finalement fin 2018...**



Staffan de Mistura, fraîchement relevé de son poste d'envoyé spécial pour la Syrie, lors d'une conférence de presse relative au comité constitutionnel, en décembre 2018 à l'Onu à Genève.

Après l'échec de l'accord américano-russe, je m'étais focalisé sur l'option du comité constitutionnel. C'était une manière indirecte de changer le cours des choses en faveur d'une paix syrienne. La Constitution parle en effet de tout: de la présidence, des élections, du Parlement, des pouvoirs politique, judiciaire, militaire, etc. Et je me suis rendu compte que les choses traînaient même sur ce point, alors que les Russes disaient inciter le gouvernement syrien à aller dans cette voie. J'ai contacté le secrétaire général pour lui indiquer qu'une nouvelle phase du conflit allait s'ouvrir. Une phase dans laquelle M. Assad allait probablement gagner la guerre sur le plan territorial. Dans ce cas, je pensais qu'il fallait un nouveau visage pour l'Onu. J'avais vu trop d'horreurs et ressenti trop d'indignation pour être celui qui pourrait regarder sereinement cette nouvelle phase et son vainqueur.

**Vous n'étiez pas à l'aise avec l'idée de reconnaître Bachar al Assad comme vainqueur de cette guerre?**

En tant que négociateur, j'ai négocié avec des personnalités terribles dans ma vie. Mais négocier pour sauver des vies est une chose, légitimer une victoire basée sur 450 000 morts en est une autre. Ce ne sera pas le cas de mon successeur, qui verra cette crise sous un autre angle: celui d'une crise qui se termine. Le problème n'est pas de gagner la guerre par une victoire territoriale mais de gagner la paix. Assad a gagné la guerre grâce à l'Iran et la Russie, mais qui va payer la reconstruction de la Syrie? Il faudra voir les gestes vis-à-vis de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui: y aura-t-il un vrai comité constitutionnel. L'inclusion de vrais opposants, des

élections organisées avec l'Onu?

**La diplomatie, c'est donc l'art du compromis acceptable sur le plan humain...**

La diplomatie est l'art du compromis qui devient acceptable. C'est un mariage entre l'idéal politique et le réel politique. Quand une guerre fait 450 000 morts et pourrait encore en faire 150 000, quand une guerre a favorisé la production d'un état islamique qui a menacé le monde, et l'émergence de populismes liés à la crise des réfugiés, on peut dire que c'est une sale guerre. C'est une sale guerre mais plus personne ne demande le départ d'Assad. Ni les Américains, ni les Français, ni les Britanniques qui le demandaient tout le temps. C'était une erreur d'ailleurs: il ne faut jamais demander publiquement le départ de quelqu'un. Quand j'ai rencontré Assad pour la première fois pour lui proposer un compromis, il m'a répondu: "Vous êtes en train de me proposer de finir comme Kadhafi, c'est ça le compromis qu'offre l'Occident, c'est ça la justice?"

*"Le problème n'est pas de gagner la guerre par une victoire territoriale mais de gagner la paix."*

**Des concessions, la Syrie fut encore moins encline à en faire après votre déclaration, il y a juste cinq ans, qu'Assad faisait partie de la solution. Était-ce une erreur?**

Pas du tout. J'ai bien sûr été attaqué pour cela. Mon argument était qu'Assad fait partie du problème et donc qu'il fait partie de la solution. Quelqu'un qui a la force militaire de tuer des milliers d'habitants de son pays doit être impliqué (dans un accord) au minimum pour éviter qu'il continue. Mais, à l'époque, c'était contraire au narratif dominant selon lequel Assad devait partir.

**En quoi le conflit syrien préfigure-t-il une recomposition de l'ordre géopolitique mondial?**

La Syrie est le plus complexe de tous les conflits en raison du nombre de parties prenantes. Il y a au moins quinze joueurs, dont cinq grands États avec leurs soldats sur le terrain: la Russie, la Turquie et l'Iran qui en ont déployé des milliers, les États-Unis qui en ont peu mais avec beaucoup de possibilités de réaction, et Israël via des raids aériens, chaque semaine. Ce contexte est unique. C'est aussi la première fois que les superpuissances que sont Russie, Chine et États-Unis n'ont pas pu gérer le conflit parce que des pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite, Israël ou l'Iran se sont engagés sur des positions pas forcément alignées sur les grandes puissances (de référence). Dans la guerre froide, chacun s'alignait sur l'un des deux grands blocs. Ici, il y a une polarisation multiple, ce qui rend les négociations et les accords très difficiles à réaliser, chacun ayant un agenda particulier.

**Des blocs de puissances sont créés via des alliances de circonstance en fonction d'intérêts particuliers...**

Tout à fait, ce sont des ententes à géométries variables et temporaires. La Turquie, qui est membre de l'Otan, partage une entente avec la Russie. L'Iran a une position très proche de la Russie pour sauver Assad, mais sur le reste...

**Cette multipolarité inévitable peut-elle se révéler un atout?**

Elle s'est imposée d'elle-même et en ce sens elle est inévitable. Mais elle complique les choses parce qu'il y a beaucoup d'interlocuteurs avec des agendas différents dans les deux grands blocs du conflit. Mais je suis prêt à parier que si, à un moment particulier, les États-Unis et la Russie décidaient, les autres suivraient. À la fin, les superpuissances sont toujours là.